

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 03/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAPROCHIM NORMANDIE**

Zone Industrielle du Port Angot  
Rue Frédéric et Irène Joliot Curie  
76410 Saint-Aubin-Lès-Elbeuf

Références : UDRD.2025.10.R.18  
Code AIOT : 0005801234

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement MAPROCHIM NORMANDIE implanté Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 15 septembre 2025 a visé à instruire le réexamen quinquennal et la révision de l'étude de danger du site de MAPROCHIM Normandie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAPROCHIM NORMANDIE
- Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005801234
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site MAPROCHIM Normandie est un site logistique disposant d'entrepôts couverts.

Le site est scindé en 2 parties : l'entrepôt P0, classé SEVESO seuil haut, et les entrepôts P3, P4 et P5, classés non SEVESO.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 7
- NATECH
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Pérennité des MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	45 jours
5	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.13 de l'annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
7	Risques NATECH	Règlement européen du 04/07/2012, article 4-a-iii	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	13 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Sans objet
3	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.3.5 de l'annexe 2	Sans objet
4	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.4 de l'annexe 2	Sans objet
6	Description des substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I.-2.-c) de l'annexe III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 15 septembre 2025 ainsi que les éléments fournis dans le cadre de la notice de réexamen sur les installations étudiées permettent de statuer sur une situation globalement acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude de dangers

au regard des enjeux identifiés, même si des erreurs ou omissions sont commises.

Néanmoins, des observations et demandes sont formulées par l'inspection des installations classées auxquelles l'exploitant est invité à répondre dans les meilleurs délais. Celles-ci portent sur le suivi des opérations de vérification des MMR, le contrôle anticipé de la porte coupe-feu n°1 du bâtiment P3P4P5, la précision sur le volume de rétention du bâtiment P0 et la mise à jour de la procédure de surveillance et d'évacuation en cas d'inondation en prenant en considération le réchauffement climatique, procédure qui sera à tester durant un exercice.

Enfin, l'exploitant devra remettre d'ici le 31 décembre 2025 un rapport de vérification établi par un bureau d'étude sur l'état des murs coupe-feu intercellule du bâtiment P0.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réexamen quinquennal
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a remis le 02 juillet 2024 le réexamen quinquennal de l'étude de dangers global site de son établissement en application des articles L.515-39 et R. 515-98 du code de l'environnement. Le dossier de réexamen est constitué : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une notice de réexamen réalisée selon les dispositions prévues par l'avis ministériel du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut SEVESO seuil haut,</li><li>• d'une révision de l'étude de dangers.</li></ul> L'examen de la notice par l'inspection des installations classée a été réalisé selon une démarche proportionnée aux enjeux au regard de la grille d'analyse du niveau de maîtrise du risque (dite grille MMR).  L'annexe confidentielle ci-jointe détaille l'analyse de ces documents et a permis de conclure :

- qu'aucune prescription complémentaire n'est nécessaire au regard des dispositions réglementaires en vigueur (notamment l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022) ;
- que la situation de l'établissement ne conduit, ni à impacter par des effets létaux une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population, ni à rendre applicable une nouvelle mesure de maîtrise de l'urbanisation, au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007, relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées ;
- qu'aucun nouveau phénomène dangereux spécifique n'est à prendre en compte dans le plan particulier d'intervention en vigueur du 24 août 2016 ;

L'inspection prend donc acte des informations figurant dans la notice de réexamen.

Conformément aux dispositions en vigueur et compte tenu des derniers compléments significatifs transmis durant le processus d'instruction, le prochain réexamen de cette étude de dangers est attendu au plus tard pour le 1er juin 2029.

Comme mentionné ci-dessus, dans une démarche proportionnée aux enjeux, l'instruction a été menée sur des enjeux identifiés ou par sondage ciblé et n'a donc pas vocation à être exhaustive. En conséquence, lors de l'évaluation du prochain réexamen sous la forme d'une notice, l'inspection pourra, le cas échéant, être amenée à vérifier et contrôler des éléments de l'étude de dangers, objet de ces constats, afin de vérifier que l'exploitant respecte ses obligations réglementaires.

L'inspection relève toutefois des améliorations pour les prochaines notices et des compléments à apporter lors du prochain réexamen. Ils sont rappelés en annexe ci-jointe, dans les points de contrôles spécifiques aux items de la notice.

Enfin, en application notamment des dispositions des articles L.515-40 et R.515-99 du code de l'environnement, 7 et 8 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées ainsi que les annexes I et III dudit arrêté ministériel, l'exploitant doit :

- mettre en place et entretenir l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers (ou la notice),
- mettre en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées également dans l'étude de dangers (ou la notice) ou son système de gestion de la sécurité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Pérennité des MMR

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Analyse de MMR

**Prescription contrôlée :**

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

**Constats :**

L'inspection du 15 septembre 2025 a porté sur les phénomènes dangereux relatifs à l'incendie généralisé de l'entrepôt SEVESO d'une part, et des cellules P3/P4 et P5 du bâtiment classé non SEVESO d'autre part.

Ce dernier phénomène dangereux est à l'origine de la révision de l'étude de dangers (EDD) par l'exploitant, puisque le bâtiment P3P4P5 ne faisait pas partie jusqu'à présent de l'étendue d'analyse de l'EDD.

La démarche d'analyse des risques relative à ces phénomènes est présentée dans l'étude de danger révisée.

**Mesure de maîtrise des risques n°4 :**

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées s'est attelée à contrôler la mesure de maîtrise des risques (MMR) n°4 : "Murs coupe-feu / Écrans thermiques de façade" des 2 bâtiments, ces mesures concourant à la réduction du potentiel d'embrasement généralisé des 2 entrepôts d'une part et à la limitation des effets sortant du site d'autre part.

Sur le bâtiment P3P4P5, l'exploitant dispose d'une cloison séparative assimilable à un mur REI120 entre les cellules P3/P4 et la cellule P5 qui permet de distinguer les scénarios d'incendie dans chacune des deux cellules et de ne pas considérer le scénario d'incendie généralisé.

Par ailleurs, l'exploitant a mis en place un écran thermique composé de blocs de bétons au droit de la façade Est de la cellule P5 afin de décoter la gravité de ce scénario dont les effets impactent le voisin HUWER HYDROVIDE. À présent et selon l'analyse de l'exploitant, seuls les effets irréversibles générés par ce phénomène dangereux sortent du site sur un segment limité des voies de circulation adjacentes ainsi que sur une très faible portion du site voisin HUWER HYDROVIDE. Or, pour les conditions de cumul, seuls les scénarios classés en MMR Rang 2 du fait des effets létaux (SEL) et létaux significatifs (SELS) sont à prendre en compte pour les établissements existants ne faisant pas de demande de nouvelle autorisation.

En conséquence, les accidents 12.1 et 12.2, cotés en MMR Rang 2 du fait des effets irréversibles sortant du site, n'ont pas été pris en compte par l'exploitant dans le cumul des MMR Rang 2 dans le cadre de la révision quinquennale de l'EDD.

Sur la maintenance de ces murs, l'exploitant indique dans son étude de dangers une vérification visuelle mensuelle. Dans les faits, l'exploitant a indiqué en séance réaliser tous les soirs un tour de l'entrepôt et de ses fermetures, portes coupe-feu notamment. De plus, il a expliqué opérer un tour hebdomadaire des murs extérieurs.

**Demande n°1 :** l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de tenir à jour un suivi mensuel du contrôle de ses murs coupe-feu et de ses écrans thermiques, étant rappelé leur statut MMR et la nécessité de justifier de leur maintenance.

L'inspection des installations classées a par conséquent contrôlé visuellement durant l'inspection les murs coupe-feu des 2 bâtiments ainsi que l'écran thermique de façade Est.

**Bâtiment P0**

Sur le bâtiment P0, l'inspection des installations classées a relevé plusieurs percées et fissures dans les murs coupe-feu intercellules, notamment :

- un trou dans le mur situé au-dessus de l'extincteur n°24,
- un trou destiné à une tige filetée dans le fond gauche de C1,

- une fissure verticale au milieu du mur gauche de C1,
- la présence de 2 ouvertures depuis C2 vers le toit des quais, destinées à des ventelles. Ces équipements semblent être incomplets/dégradés,
- un trou à l'entrée du mur droit de C2,
- une fissure sur le mur gauche de C2,
- de manière générale, des passages de câbles et tuyauteries insuffisamment rebouchés sur leurs pourtours.

L'inspection note que ces détériorations ne traversent pas entièrement les murs, de telle sorte qu'il n'est jamais possible de voir au travers. Néanmoins l'inspection des installations classées s'interroge sur le maintien des performances REI120 de ces murs depuis leur installation.

Par courrier électronique du 02 octobre 2025, l'exploitant a rapporté la commande de mousse intumescence aux caractéristiques EI120 destinée à reboucher les différents trous rencontrés durant l'inspection. Le 13 octobre 2025, l'exploitant a confirmé la tenue des travaux consistant à l'injection de mousse intumescence dans les cavités et à l'application de plâtre sur les derniers 3 cm. Concernant les joints, le bureau d'étude de l'exploitant a jugé, sur la base de photos, que les craquelures ne devaient pas dépasser 5cm de profondeur, quand les joints seraient de la même largeur que les parois, soit 20cm. De ce fait, le bureau d'étude estime qu'avec 15cm restant, le caractère coupe-feu et étanche resterait assuré.

**Demande n°2 :** l'inspection des installations classées demande à ce que lui soit remise, **d'ici le 31 décembre 2025**, un rapport établi par un bureau d'étude d'état des lieux des percées et fissures des murs coupe-feu intercellules du bâtiment P0, et leur adéquation avec les caractéristiques REI120 attendues. Le rapport remis à cette occasion devra permettre de statuer sur l'état des ventelles de l'entrepôt P0 et les travaux nécessaires pour leur sécurisation. L'exploitant accompagnera ce rapport, le cas échéant, d'un bon de commande et d'un planning visant un retour en conformité.

#### **Bâtiment P3P4P5**

Durant la visite, l'inspection des installations classées a contrôlé le mur séparatif entre le groupe de cellule P3/P4 et la cellule P5. L'état de ce mur n'appelle aucune remarque de l'inspection des installations classées.

**Non-conformité n°1 :** l'inspection a également demandé un test de fermeture gravitaire de la porte coupe-feu n°1 traversant ce mur. L'exploitant a alors procédé au déclenchement de sa fermeture depuis la centrale SSI. Malgré deux essais, la porte coupe-feu ne s'est pas fermée entièrement. Selon l'exploitant, de récents travaux au droit des murs supérieurs de la porte auraient générés des débris suffisamment gros pour gêner sa fermeture gravitaire.

Le jour même et après le départ de l'inspection, l'exploitant a procédé au nettoyage du rail guide de la porte et a réalisé un nouvel essai filmé. La vidéo transmise à l'inspection met en avant un retour en conformité de l'équipement. L'exploitant s'est toutefois engagé à faire intervenir son prestataire dans les meilleurs délais pour vérifier l'équipement.

La porte coupe-feu n°1 (désignée comme porte n°11 dans le rapport) a fait l'objet d'un contrôle périodique le 31 décembre 2024 par un prestataire. On peut y lire comme observations un bon état général de la porte mais un réglage à effectuer car celle-ci ne ferme plus entièrement.

Parmi les documents fournis par l'exploitant préalablement à l'inspection se trouve un bon d'intervention du 1er septembre 2025 certifiant le passage au 12 février 2025 d'un serrurier pour révision de cette porte par un technicien compétent.

**Demande n°3 :** l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à un contrôle anticipé contradictoire de la porte coupe-feu n°1 par son prestataire, sans attendre un an après le dernier contrôle, cet équipement faisant partie intégrante de la MMR n°4. L'exploitant transmettra dès réception le bon d'intervention afférent à l'inspection.

**Écran thermique de façade à l'Est de la cellule P5**

Durant la visite, l'inspection a contrôlé ce mur destiné à protéger le voisin HUWER HYDROVIDE du rayonnement thermique généré par l'embrasement du bâtiment P3P4P5. Ce mur a fait l'objet de travaux de reprise achevés en juillet 2023 en raison de son affaissement.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.

**Mesure de maîtrise des risques n°5**

L'inspection des installations classées a également contrôlé la mesure de maîtrise des risques (MMR) n°5 : "dispositif de confinement du réseau d'eaux pluviales".

La maintenance et la testabilité de ce dispositif sont désignées comme semestrielles par l'exploitant dans son étude de dangers.

Le contrat d'entretien des réseaux avec un prestataire signé le 30 avril 2025 vise l'entretien trimestriel des 4 vannes du site (3 situées sur le bâtiment P3P4P5 et 1 sur le bâtiment P0) dont l'électrovanne en bout de réseau d'eaux pluviales du site fait partie.

Le 14 mai 2025, le prestataire est intervenu pour des prestations notamment de :

- pompage et nettoyage des séparateurs hydrocarbures (2) ;
- contrôle et graissage des 4 vannes d'arrêt (2 eaux usées et 2 eaux pluviales) ;
- graissage des vannes ;
- tests d'ouverture et fermeture.

Un rapport du prestataire de contrôle de la détection incendie du 24 février 2025 remis par l'exploitant à l'inspection démontre un test concluant d'asservissement de la vanne barrage à la détection. Durant son contrôle, le prestataire a relevé sur l'automate un "défaut de position vanne égout", ce que l'exploitant a expliqué comme naturel du fait de la fermeture manuelle de cette vanne par précaution aux heures d'activité.

Le 03 septembre 2025, ce prestataire a procédé au second contrôle semestriel de l'année 2025. Dans la partie synthèse des périphériques vérifiés, le prestataire a vérifié 5 "commande arrêt technique". Il précisera plus tard sur demande de l'inspection que cette partie concerne le contrôle de l'asservissement de :

- Une coupure énergie du local de charge, pilotée en cas d'alarme incendie dans le local de charge
- Une coupure des extracteurs gaz, pilotée si déclenchement de l'extinction à mousse
- Une fermeture de la vanne égout, pilotée en cas d'alarme incendie ou sprinklage
- Zone de compartimentage
- Zone de désenfumage

**Demande n°4 :** l'exploitant s'assurera que cette vanne soit nommément désignée dans les futurs rapports d'intervention de ses prestataires afin de contrôler dans le temps sa maintenabilité et sa testabilité, étant rappelé son statut de MMR.



Par courrier électronique du 15 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection sa fiche d'intervention rapide en entreprise (FIRE) faisant bien état de la vanne de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 45 jours

### N° 3 : Surveillance et détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.3.5 de l'annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bâtiment P0</p> <p>Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs optiques en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle périodique de la détection automatique d'incendie (Q7) du bâtiment P3P4P5. Le rapport conclut sur l'état satisfaisant des batteries et fonctionnel des cellules vérifiées.</p> <p>L'inspection des installations classées relève dans le rapport de novembre 2024 que les filtres du système de détection par aspiration (x3) « PHENIX2C - Dét. asp. 2 voie sans barregraphe Conv » étaient à remplacer. Cet équipement n'a pas fait l'objet d'un contrôle en mai 2025 et voit le commentaire sur le changement des filtres disparaître cette même année. Par courrier électronique du 15 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une facture confirmant le remplacement de ces filtres.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté l'absence de contrôle de l'équipement « IA - indicateur d'action Vega/Orion 3 bornes » au cours des 2 derniers contrôles périodiques. Interrogé sur ce manquement, le prestataire en charge du contrôle périodique a indiqué par courrier électronique du 22 septembre 2025 que cet équipement a bien fait l'objet d'un contrôle lors des dernières visites, mais qu'un problème informatique lié à un changement de logiciel en mars 2024 ne permet plus de remonter l'information dans les derniers rapports. Le problème sera corrigé dans le prochain rapport de maintenance préventive.</p> <p>Concernant le bâtiment P0, l'intégralité des détecteurs a été vérifié lors de la visite du 03 septembre 2025. Pour rappel, l'ensemble du système de détection de ce bâtiment a été changé début 2025 en même temps que le système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.4 de l'annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Calcul des besoins en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>Le réseau incendie possède les caractéristiques nécessaires (pression, débit, localisation des ouvrages - poteaux et bouches d'incendie...) afin d'assurer une défense incendie en relation avec les risques susceptibles de survenir.</p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un réseau fixe d'eau incendie qui doit pouvoir assurer en toutes circonstances : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ pour le bâtiment P0, un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant une durée d'au moins 2 heures.</li> </ul> </li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des robinets d'incendie armés avec une capacité d'émulseur dédié à proximité ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Besoin en eau (D9)</u></p> <p>Dans son courrier de transmission de l'étude de danger datée du 02 juillet 2024, l'exploitant a précisé que le calcul des besoins en eau (D9) présent dans l'étude de danger ne prend pas en compte le nouvel équipement d'extinction incendie, celui-ci n'étant pas encore opérationnel. Par courrier électronique du 15 septembre 2025, l'exploitant a communiqué la dernière version de ce document produit par un bureau d'étude à l'inspection. Il conclut sur un besoin en eau de 60 m<sup>3</sup>/h, soit 120 m<sup>3</sup> sur 2h.</p> <p>En conséquence, selon ce calcul, les besoins en eau générés par le nouvel équipement d'extinction sont divisés par 2. Selon prescriptions fixées au site, celui-ci doit disposer à ce jour, d'un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant une durée d'au moins 2 heures, soit 240 m<sup>3</sup>. Par conséquent, l'inspection des installations classées retient par les exigences de l'arrêté couvrent largement les besoins en eau pour la défense incendie.</p> <p><u>Extinction automatique d'incendie</u></p> <p>Concernant l'équipement d'extinction automatique d'incendie du site, celui-ci a fait l'objet d'un remplacement terminé au début de l'année 2025. Suite à l'essai de ce nouvel équipement en présence de l'inspection des installations classées le 20 février 2025, le CNPP, également présent, a rendu un avis daté du 07 août 2025 et listant une série de réserves que l'exploitant a à charge de lever. Par courrier du 09 septembre 2025, l'installateur a indiqué au CNPP la levée de 18 réserves sur 19. Par courrier électronique du 15 septembre 2025, l'exploitant a transmis une photo</p>

démontrant la levée de la dernière réserve.

Pour rappel l'inspection des installations classées reste dans l'attente de réception du certificat de conformité N12 du nouvel équipement d'extinction automatique d'incendie (demande issue de la visite d'inspection du 20 février 2025). Pour ce faire, il est nécessaire de patienter jusqu'à l'élaboration par le CNPP de la trame du certificat de conformité initial de l'équipement d'extinction automatique à mousse (N12). En séance, le représentant de la société MAPROCHIM a transmis à l'inspection une déclaration de conformité N12 pour cet équipement. L'inspection des installations classées précise que ce document ne correspond pas au certificat de conformité, et ne lève donc pas la demande de l'inspection.

#### Robinetts d'incendie armés (RIA)

Le dernier contrôle annuel des RIA a été réalisé le 31 mars 2025. le rapport indiquait alors la nécessité de remplacer le proportionneur du RIA n°8 et la lance du RIA n°10. Le bon d'intervention n°5006999385, met en évidence le remplacement de ces 2 composants durant l'intervention du 16 juin 2025.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 5 : Protection des milieux récepteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.13 de l'annexe 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Calcul des besoins en rétention

#### **Prescription contrôlée :**

Le sol des cellules de stockage est étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques. L'étanchéité du sol formant rétention est dimensionnée pour résister à la pression hydrostatique de l'eau correspondant à la crue de référence de 1910.

L'exploitant prend toutes dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses polluantes ou toxiques ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un éventuel sinistre.

Il dispose notamment à cet effet de capacités de rétention dans les zones à risques et/ou sur les réseaux d'évacuation. Ce dispositif peut recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris les eaux utilisées pour l'extinction. La capacité de rétention est supérieure à 3 890 m<sup>3</sup>, soit 4,7 m<sup>3</sup> par tonne de produits stockés par cellule.

#### **Constats :**

Dans son courrier de transmission de l'étude de danger datée du 02 juillet 2024, l'exploitant a précisé que le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A) présentes dans l'étude de danger ne prend pas en compte le nouvel équipement d'extinction incendie, celui-ci n'étant pas encore opérationnel. Par courrier électronique du 15 septembre 2025, l'exploitant a communiqué la dernière version de ce document produit par un bureau d'étude à l'inspection. Il conclut sur un volume de rétention nécessaire évalué à 548 m<sup>3</sup> mais sur la base d'un besoin en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI) de 120m3. Le document rappelle également les capacités de rétention internes comme étant de respectivement 2 556 m<sup>3</sup> et 600 m<sup>3</sup>.

L'inspection des installations classées rappelle que les besoins actuels en eau pour la DECI sont fixés actuellement à 240 m<sup>3</sup> par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022. Le volume de rétention

nécessaire à retenir est donc en toute logique de 668 m<sup>3</sup> minimum (548 m<sup>3</sup>+ 120 m<sup>3</sup>).

**Non-conformité n°2 :** si les documents présentés confirment bien des volumes de rétention disponibles (3 156 m<sup>3</sup>) supérieurs aux volumes nécessaires (668 m<sup>3</sup>), ces volumes restent inférieurs à ceux prescrits par l'arrêté préfectoral cadre (3 890 m<sup>3</sup>).

**Demande n°5 :** l'exploitant justifiera auprès de l'inspection avant le 31 décembre 2025 de l'écart entre le volume de rétention prescrit dans l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022 et la rétention réelle offerte par le bâtiment P0. Aussi, sous réserve d'un avis favorable du SDIS, l'exploitant présentera dans le même délai une demande de modification de l'arrêté suscité visant à mettre en cohérence l'exigence de l'arrêté avec le besoin réel de rétention des eaux d'extinction.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 45 jours

#### N° 6 : Description des substances dangereuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I.-2.-c) de l'annexe III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

Annexe III : INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES DANS LES ETUDES DE DANGERS

I. Dispositions communes

[...]

2. Description de l'installation :

[...]

c) Description des substances dangereuses :

i) Inventaire des substances dangereuses comprenant :

- l'identification des substances dangereuses : désignation chimique, numéro CAS, désignation dans la nomenclature de l'IUCPA ;

- la quantité maximale de substances dangereuses présentes ou susceptibles d'être présentes ;

- ii) Caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indication des dangers, aussi bien immédiats que différés, pour la santé humaine ou l'environnement ;

- iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

[...]

**Constats :**

Durant la visite de site, l'inspection des installations classées a vérifié la détention des fiches de données de sécurité (FDS) de 2 produits stockés dans la cellule C2 par l'exploitant.

En salle, l'inspection a interrogé l'exploitant sur les produits de décomposition émis par ces 2 articles et plus largement sur son organisation générale quant aux produits de décomposition potentiellement émis en cas d'incendie généralisé d'une cellule.

L'exploitant a ainsi indiqué avoir mené un long travail de renseignement de sa base de données à partir des données du chapitre 10.6 des FDS de chaque produit qu'il stocke. Tout nouveau produit est ajouté à la base de données.

Ce travail maintenant achevé permet à l'exploitant de sortir rapidement les produits de décomposition émis par une zone en feu (palette, rack, lisse) ou une cellule entière à l'aide d'un tableau croisé dynamique en plus de pondérer l'information grâce à la connaissance des tonnages.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Risques NATECH**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 04/07/2012, article 4-a-iii

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inondation

**Prescription contrôlée :**

Données et informations minimales à prendre en considération dans le rapport de sécurité visé à l'article 10

4) Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention

a) description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation; en particulier, que les causes soient:

iii) des causes naturelles, par exemple séismes ou inondations;

**Constats :**

L'établissement MAPROCHIM NORMANDIE est situé sur l'un des trois Territoires à Risque Important d'inondation (TRI) identifiés en Seine-Maritime, celui de Rouen-Louviers-Austreberthe.

Afin d'estimer le risque d'inondation de son site, l'exploitant a utilisé l'atlas cartographique du TRI de Rouen-Louviers-Austreberthe. Selon ce document, le site MAPROCHIM NORMANDIE est situé dans une zone où le scénario de risque d'inondation présente une probabilité d'occurrence évaluée entre faible et moyenne. Les cartes des zones inondables, pour les aléas débordement et submersion marine dans l'estuaire de la Seine, débordement des affluents de la Seine, ruissellement pour plusieurs scénarios (fréquent, moyen, moyen avec changement climatique et extrême), ont été arrêtées le 12 décembre 2014.

La société MAPROCHIM NORMANDIE est incluse dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) de la Vallée de la Seine, approuvé par l'arrêté préfectoral du 17 avril 2001.

Elle se situe sur un secteur dont la Zone d'Inondation Potentielle (ZIP) est estimée à 9,84 m.

Pour pallier au risque qu'une inondation pourrait représenter sur le site de MAPROCHIM, la société a rédigé une procédure d'évacuation des cellules intégrant les actions suivantes :

- suivi de la crue en cas d'alerte (avec les informations VigiCrues et hors heures ouvrées en présentiel) ;
- à partir d'un certain seuil de crue, rehausse voir évacuation de toutes les palettes situées au sol ;
- mise en sécurité du site pour éviter tout risque de sur-accident (coupures électriques pour éviter les court-circuits, etc.).

Cette procédure datée de juin 2023 a vocation à supprimer tout risque de pollution en cas d'inondation du site. L'inspection des installations classées a profité de la visite pour échanger avec l'exploitant sur le contenu de sa procédure.

Dans le cadre des travaux préparatoires à la rédaction de sa procédure de surveillance et d'évacuation en cas d'inondation, l'exploitant s'est appuyé sur les données historiques suivantes :

- Crue de 1910 : 12,24 m
- Crue de mars 2001 : 11,17 m
- Crue de juin 2016 : 10,67 m
- Crue de février 2018 : 10,99 m

En conséquence, il a fixé les hauteurs de seuil, associées aux actions suivantes :

- Seuil de pré-alerte : 9,50m (saisie des données journalières de niveau)
- Seuil d'alerte : 9,84m (fermer la barrière anti-crue manuellement chaque soir, etc.)
- Seuil d'alerte intermédiaire : 11m (anticiper la surélévation des palettes les lisses supérieures, etc.)
- Seuil d'évacuation : 11,5m (finaliser le déplacement des palettes en hauteur, transférer des palettes hors site, etc.)

La procédure établit un calcul du nombre de palettes qu'il est nécessaire de surélever voir d'évacuer en fonction des hauteurs d'eau prévues.

Durant les échanges, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant sur la prise en compte du réchauffement climatique dans l'établissement de ces seuils et dont les textes à venir prévoient une rehausse des crues de +20 cm immédiatement à +60 cm voir +100 cm à plus long terme.

**Demande n°6** : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour sa procédure de surveillance et d'évacuation en cas d'inondation en prenant en considération une rehausse des hauteurs d'eau liée au réchauffement climatique d'ici mars 2026. La prise en compte de ces nouvelles valeurs devraient notamment amener l'exploitant à revoir ses différents seuils d'alerte et à recalculer le nombre de ses palettes à surélever/évacuer du site.

L'exploitant a indiqué n'avoir jamais réalisé d'exercice sur cette thématique, mais avoir déjà réalisé une surveillance dans un cas réel en 2021, au point de devoir revenir régulièrement le week-end pour surveiller les niveaux d'eau. Par ailleurs, l'exploitant teste régulièrement sa vanne barrage et

vérifie aussi souvent l'état de la porte étanche au droit du local de charge de batteries du bâtiment P0.

**Demande n°7** : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de tester sa procédure de surveillance et d'évacuation en réalisant un exercice inondation avant le 31 décembre 2026. Cet exercice ne devra pas se cantonner à la surveillance, mais devra également viser la logistique impliquant le déplacement des palettes, sans forcément mettre en branle les moyens routiers.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 13 mois